



UNIVERSELA FRAMASONA LIGO

Statuts / Statuten / Statuto

Texte adapté et accepté par l'Assemblée générale de Vienne le 26 août 1983.

Revidierter und von der Generalversammlung am 27, August 1983 angenommener Text. Dieser Text beinhaltet Grundsätze der Urtexte vom 29. Mai 1971 und vom 11. Juni 1973.

Testo adottato dalla Assemblea Generale del 26 agosto 1983 à Vienne.

Cette brochure comporte les statuts de la LUF en français, allemand et italien.

Diese Broschüre enthält die Statuten der UFL in Französisch, Deutsch und Italienisch.

Questo fascicolo contiene le statute del l'UFL in francese, tedesco, e italiano.



STATUTS DE LA LUF INTERNATIONALE 1983

- Préambule :**
- a) Le siège principal de la LUF est en Suisse
 - b) Le siège administratif se trouve au pays du secrétariat général.

I – OBJET

Article 1

“L’Universala Framasona Ligo” est une association sans but lucratif, composée de Francs-Maçons actifs agissant à titre individuel. Elle a pour but l’amélioration et le développement des relations fraternelles et amicale* entre les. Maçons du monde entier. Elle aspire à créer une action coordonnée en faveur de la fraternisation des hommes et des peuples.

Ses moyens d’action sont notamment les suivants :

- a) Encouragement de tous les efforts visant à la concorde des hommes et à la fraternisation universelle.
- b) Assistance aux Francs-Maçons en péril ou en détresse.
- c) Echanges verbaux et épistolaires.
- d) Publication d’organes communs d’information et d’ouvrages de documentation.
- e) Organisation de réunions et manifestations, création de commissions de travail d’orientations diverses.
- f) Organisation de conférences dans les différents pays et échange de conférenciers.

Article 2

La ligue laisse à ses membres une liberté complète en toutes choses qui sont en rapport avec ses objectifs fondamentaux et s’abstient de toute ingérence dans les affaires des Obédiences maçonniques. Elle adopte une attitude de neutralité en matière politique et religieuse.

II – MEMBRES

Article 3

L'admission d'un membre ne peut être proposée que sur justification de sa qualité maçonnique. Les demandes d'adhésion doivent être adressées au Bureau du Groupe Administratif compétent et, s'il n'en existe pas, au Président de la Ligue.

L'admission d'un membre appartenant à un groupe maçonnique au sein duquel la Ligue n'a pas encore recruté, ne peut avoir lieu que sur avis conforme préalable du Conseil Central.

Article 4

La Ligue comprend des membres actifs et des membres d'honneur ; ces derniers sont nommés par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil Central.

Ils peuvent être dispensés de cotisation, mais conservent néanmoins tous les droits des membres actifs.

Article 5

Les membres donc les actions seraient incompatibles avec l'objet et l'esprit de la Ligue pourront, après avertissement préalable, être exclus de la Ligue sur décision du Conseil Central, prise après consultation du Groupe Administratif intéressé.

Le membre exclu n'a aucun droit sur l'avoir social.

Tout membre démissionnaire devra faire connaître sa décision par écrit au Bureau de son Groupe Administratif ou, s'il n'en existe pas, au Comité exécutif. Il doit payer sa cotisation de l'année civile en cours et n'a aucun droit sur l'avoir social.

Le membre qui ne paie pas ses cotisations peut être d'office déclaré démissionnaire.

Article 6

Les membres de la Ligue sont regroupés géographiquement en Groupes Administratifs. Les Groupes Administratifs doivent assurer la transmission et la coordination des travaux administratifs qui les concernent, la Ligue ne perdant pas pour autant sa nature fondamentale d'association de Maçons à titre individuel.

Si le nombre des membres dans une circonscription géographique ou dans un pays est jugé suffisant, la formation d'un Groupe Administratif peut y être décidée par le Conseil Central.

L'organisation, les droits et les devoirs des Groupes Administratifs sont contenus dans les règlements particuliers, préalablement approuvés par le Conseil Central.

III – ASSEMBLEE GENERALE

Article 7

L'Assemblée Générale se compose de tous les membres de la Ligue.

L'Assemblée Générale s« réunit au moins une fois par an, autant que possible au cours du Congrès International.

Elle a les attributions suivantes :

- a) Lecture et approbation du rapport annuel du Comité exécutif, du Secrétaire Général, du Trésorier et du Vérificateur aux comptes.
- b) Fixation du lieu de réunion du Congrès de l'année suivante.
- c) Décisions sur les propositions soumises par le Conseil Central, les Groupes Administratifs et les membres individuels. Les propositions soumises par ces deux dernières catégories doivent être présentées au Comité exécutif au moins 90 jours avant la date fixée pour l'Assemblée Générale.
- d) Modification des statuts sur proposition du Conseil Central.
- e) Election des membres du Conseil Central prévue à l'article 10. Sur proposition du Conseil sortant.
- f) Fixation de la capitation annuelle mise à charge des Groupes Administratifs et des membres individuels domiciliés dans des pays où il n'existe pas de Groupe Administratif.
- g) Domination de deux Vérificateurs aux comptes et de deux suppléants.
- h) Election éventuelle de Membres d'honneur ou de Présidents d'honneur.
- i) Lecture des rapports et des conclusions des commissions de travail.
- j) Information sur la formation des nouveaux Groupes Administratif.

Toute proposition ou candidature à l'un des postes visés aux paragraphes 5 et 8 doit être présenté par le Conseil Central qui en aura préalablement délibéré.

Article 8

L'Assemblée Générale peut, sur proposition du Conseil Central, nommer et fixer les attributions, de délégués chargés de représenter la Ligue dans une région, un pays ou un groupe de pays pour une durée qui ne peut dépasser 3 ans mais renouvelable.

En outre, l'Assemblée générale favorise le développement des relations fraternelles entre Maçons de tous les pays, conformément à l'article 1, en encourageant la création de groupements professionnels ou culturels.

Ces groupements ne peuvent se prévaloir de la Ligue que si leurs objets et moyens d'action ont été préalablement approuvés par le Conseil Central.

Article 9

Les votes de l'Assemblée Générale sur les points mentionnés à l'Article 7 ont lieu au scrutin public et à la majorité absolue des membres présents.

Cependant, si un tiers des membres présents en exprime le désir, le vote se fait au scrutin secret.

Toute modification des statuts doit être décidée par une majorité des deux tiers des membres présents et doit être précédée de la communication des propositions de modification à tous les Groupes Administratifs, au moins quatre mois avant le vote.

IV – CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 10

Le Conseil Central est composé du Comité exécutif, de Président sortant, des Présidents des Groupes Administratifs, des délégués ayant reçu des attributions permanentes dans un pays ou un groupe de pays, et de 9 membres actifs ou d'honneur élus par l'Assemblée Générale pour 3 ans renouvelables sur proposition du Conseil Central.

Les membres ou les Groupes qui désirent présenter une candidature doivent l'adresser par écrit au Président au moins 60 jours avant la date de l'Assemblée.

Seul le Président d'un Groupe Administratif peut se faire représenter en cas d'empêchement.

Chaque réunion du Conseil Central est présidée par un de ses membres choisi à la majorité relative en dehors du Comité exécutif.

En cas de parité de voix, le plus jeune est élu.

Article 11

Le Conseil Central a les attributions suivantes :

- a) Proposer le Président de la Ligue ainsi que les 4 autres membres du Comité exécutif.
- b) Etudier et soumettre à l'Assemblée Générale les propositions visées aux articles 4, 7 et 8.
- c) Etablir un règlement d'ordre intérieur.
- d) Prendre toutes les décisions qui ne sont pas expressément réservées à l'Assemblée Générale par les présents statuts.

V – COMITE EXECUTIF

Article 12

Le Comité exécutif est composé de 5 membres élus à la majorité absolue par le Conseil Central :

- Le Président pour un an, renouvelable 2 fois,
- 2 Vice-Présidents élus pour 2 ans, renouvelable 1 fois,
- 1 Secrétaire et 1 Trésorier, élus pour la durée que fixe le Conseil.

Le Président après 3 ans et les Vice-Présidents après 4 ans, ne peuvent être réélus qu'après une interruption d'au moins un an, sauf dérogation décidée par le Conseil Central pris à la majorité des $\frac{3}{4}$ des membres présents.

Est en outre membre de droit du Comité, mais à titre consultatif, le Président sortant pour la durée du mandat de son successeur.

Le Comité exécutif est l'organe de coordination et d'exécution des décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil Central.

Il peut être attribué à chaque membre du Comité des responsabilités particulières par décision du Président.

Le Comité exécutif désignera des Chargés de mission, 5 au maximum, dont les fonctions seront définies par le règlement intérieur de la Ligue.

Article 13

Le Président, et, à défaut le Vice-Président désigné par le Comité exécutif représente la Ligue à l'égard des tiers et préside les réunions du Comité exécutif et de l'Assemblée Générale.

Le Secrétaire Général est chargé de la direction et de la surveillance des travaux administratifs ainsi que du tracé des procès-verbaux et de la correspondance.

Au cas où le Conseil Central instituerait un secrétariat administratif dont il fixerait les attributions, le Secrétaire Général devrait contrôler ses activités et assurer la liaison avec le Comité exécutif.

Le Trésorier Général assure la gestion financière de la Ligue ainsi que le recouvrement des capitations et, si un secrétariat administratif permanent est institué avec des attributions financières, il en assume le contrôle et la responsabilité.

Article 14

- a) Le siège social est établi en Suisse.
- b) Siège administratif est établi au secrétariat général.

VI – DIVERS

Article 15

L'Assemblée Générale et le Conseil Central ne peuvent prendre de résolutions définitives que sur les points inscrits à l'Ordre du jour dans les convocations adressés aux Groupes Administratifs en ce qui concerne l'Assemblée Générale et aux membres individuellement en ce qui concerne le Conseil Central.

Article 16

La dissolution de la Ligue ne peut avoir lieu que sur proposition du Conseil Central, par décision prise par l'Assemblée Générale à la majorité des 4/5 des membres présents après communication à tous les Groupes Administratifs, au moins quatre mois avant le vote, du projet motivé de dissolution.

Article 17

La Ligue se sert des principales langues vivantes utilisées par le plus grand nombre de ses membres, outre l'Espéranto.

Article 18

La responsabilité de la Ligue vis-à-vis de tiers, ne peut être engagée qu'en ce qui la concerne.

Les Groupes Administratifs ne pourront en aucun cas engager la responsabilité de la Ligue, sauf accord préalable de l'Assemblée Générale, sur avis du Comité Central.

Les Groupes Administratifs doivent se conformer au maximum à ces conventions i tenant compte de la jurisprudence de leurs pays.

*

*

*



STATUTEN DER INTERNATIONALEN UFL 1983

- Präambule :** a) Der Hauptsitz der UFL ist die Schweiz
b) Der Verwaltungssitz ist in Lande des Generalsekretariats.

1. Zweck

Artikel 1

Die Universale Framasona Ligo ist eine aus aktiven Freimaurern gebildete Vereinigung, deren Mitglieder in höchstpersönlicher Weise als solche handeln. Sie bezweckt die freundschaftliche und bruderliche Verbindung zwischen Freimaurern der ganzen Welt zu verbessern und auszuweiten, ohne ein gewinnbringendes Ziel anzustreben. Ferner ist sie bestrebt, eine koordinierte Aktion zur Verbrüderung aller Menschen und Völker zu schaffen.

Die Mittel dazu sind In der Hauptsache folgende :

- a) Methodisch Ermunterung aller Bestreben, die dazu beitragen, die Eintracht unter den Menschen und die universelle Brüderlichkeit herzustellen oder zu fördern.
- b) Beistand für Freimaurer, die in Not und Gefahr sind.
- c) Gegenseitiger mündlicher oder schriftlicher Gedankenaustausch.
- d) Veröffentlichung gemeinsamer, der Information und Dokumentation dienender Werke.
- e) Organisation von Tagungen und Manifestationen, sowie Bildung von Arbeitsgruppen verschiedener Orientationen.
- f) Organisationen von Konferenzen in verschiedenen Ländern, sowie Austausch von Rednern.

Artikel 2

Die Liga läßt ihren Mitgliedern in allem, was nichts mit dem grund sätzlichen Zweck gemein hat, volle Freiheit. Sie enthält sich Jeglicher Einmischung in die Kompetenzen der Obedienzen. In Sachen der Politik und Religion verhält als sich neutral.

2. Mitgliedschaft

Artikel 3

Es können nur Mitglieder aufgenommen werden, deren freimaurerische Eigenschaft erwiesen ist. Das Aufnahmegesuch muß an die zuständige Verwaltungsgruppe und falls noch keine besteht, an den Präsidenten der Liga gerichtet werden.

Die Aufnahme eines neuen Mitgliedes, dessen Angehörigkeit einer Freimaurergruppe gehört, aus der noch keine Mitglieder aufgenommen worden sind, kann nur nach Zusage des Zentralrates geschehen.

Artikel 4

Man kann der Liga als Aktiv- oder Ehrenmitglied angehören. Ehrenmitglieder können auf Antrag des Zentralrates von der Generalversammlung genannt werden. Sie bleiben im Besitz aller Rechte der Aktivmitglieder, können jedoch von der Beitragszahlung befreit werden.

Artikel 5

Mitglieder, die sich Taten zuschulden kommen lassen, die nicht in Einklang mit Geist und Zweck der Liga stehen, können nach verbergender Mahnung des Zentralrates und nach Anhören Ihrer Verwaltungsgruppe aus der Liga ausgeschlossen werden. Ausgeschlossene Mitglieder verlieren jedes Recht auf das Vermögen der Liga.

Jedes Mitglied, das die Entlassung beantragt ist verpflichtet, die Demission der zuständigen Verwaltungsgruppe und falls keine besteht, dem ausführenden Organ schriftlich mitzuteilen.

Es ist verpflichtet, den fälligen Beitrag des laufenden Kalenderjahres zu entrichten und verliert jedes Anrecht auf das Vermögen der Liga.

Ein Mitglied, das seine Beiträge nicht bezahlt, kann ohne weiteres ausgeschlossen werden.

Artikel 6

Die Mitglieder der Liga sind in geographische Verwaltungsgruppen zusammengefasst.

Diese Verwaltungsgruppen müssen das Weiterleiten und Koordinieren der Verwaltungsarbeiten auf sich nehmen, sofern es ihre eigenen Angelegenheiten anbelangt.

Die Liga verliert dadurch aber auf keinen Fall ihren tiefen Grundsatz der Vereinigung von Freimaurern auf individueller Basis.

In dem Moment, wo die Anzahl der Mitglieder in einem geographischen Bereich für ausreichend erkannt wird, kann der Zentralrat die Gründung einer Verwaltungsgruppe entscheiden.

Die Organisierung, die Rechte und Pflichten einer Verwaltungsgruppe sind Inhalt einer Geschäftsordnung, die vorher vom Zentralrat reviziert werden muß.

3. Generalversammlung

Artikel 7

Die Generalversammlung setzt sich aus allen Aktivmitgliedern der Liga zusammen und tagt mindestens einmal im Jahr, möglichst anlässlich des Internationalen Kongresses.

Sie hat folgende Befugnisse :

- a) Genehmigung des Jahresberichtes des ausführenden Organs, des Berichtes des Generalsekretärs, des Generalschatzmeisters und des der Kassenprüfer.
- b) Festsetzung von Ort und Zeit des Kongresses der Generalversammlung des folgenden Jahres.
- c) Beschluss über vom Zentralrat, den Verwaltungsgruppen und Einzelmitgliedern vorgelegte Vorschläge. Die Vorschläge der Verwaltungsgruppen und der Einzelmitglieder, müssen dem Exekutivorgan 90 Tage vor dem Termin der Generalversammlung vorliegen.
- d) Vom Zentralrat vorgeschlagene Abänderung der Statuten.
- e) Fohl gemäß Artikel und auf Vorschlag des ausscheidenden Rates, der Mitglieder des Zentralrates.
- f) Festlegung der Beitragshöhe für Mitglieder, die keiner Verwaltungsgruppe angehören, sowie des Jahresbeitrages, der von den Verwaltungsgruppen pro Mitglied an die Zentralkassa abzuführen ist.
- g) Ernennung zweier Kassenrevisoren und deren Stellvertreter,
- h) Eventuelle Ernennung von Ehrenmitgliedern und Ehrenpräsidenten,
- i) Vorlesung der Berichte und Beschlüsse der Arbeitsgemeinschaften,
- j) Informationen über Bildungen neuer Verwaltungsgruppen zu bekommen.

Alle Vorschläge oder Bewerbungen auf einen Posten im Artikel 5 und 8 müssen den Zentralrat vorher vorgelegt worden sein, dort zur Diskussion gekommen und beschlossen worden sein.

Artikel 8

Auf Vorschlag des Zentralrates, kann die Generalversammlung Delegierte für eine Region, ein Land oder mehrere Länder ernennen und deren Befugnisse bestimmen.

Diesen Delegierten werden auf höchstens 3 Jahre gewählt, können aber wiedergewählt werden.

Des Weiteren begünstigt die Generalversammlung in Bezugnahme auf Artikel 1. die Ausweitung brüderlicher Beziehungen zwischen Freimaurern aller Länder, indem sie die Bildung beruflicher oder kultureller Gruppen befürwortet.

Diese Gruppen können sich jedoch nur auf sie beziehen, wann ihre Satzungen vorher vom Zentralrat gebilligt worden sind.

Artikel 9

Über die im Artikel 7 angeführten Punkte hat die Generalversammlung in öffentlicher Wahl mit Stimmenmehrheit der anwesenden Brüder Mitglieder zu entscheiden.

Verlangt jedoch ein Drittel der anwesenden Mitglieder eine geheime Wahl, so hat dies zu geschehen.

Jegliche Abänderung der Statuten bedarf einer zwei Drittel Mehrheit der anwesenden Mitglieder, die Abänderungsvorschläge müssen mindestens 4 Monate vor der Abstimmung allen Verwaltungsgruppen mitgeteilt werden.

4. Der Zentralrat

Artikel 10

Der Zentralrat setzt sich aus den Mitgliedern des Exekutiv-Organs, dem ausscheidenden Präsidenten, den Präsidenten der Verwaltungsgruppen, den Delegierten, soweit deren Befugnisse auf ein Land oder einer Region auf permanenter Basis beruhen ; sowie neun Mitglieder, gewählt unter den aktiven und Ehrenmitgliedern und auf Vorschlag des Zentralrates.

Mitglieder oder Verwaltungsgruppen, die Vorschläge einer Kandidatur haben, müssen diese wenigstens 60 Tage vor der Generalversammlung dem Präsidenten schriftlich mitteilen.

Die 9 Mitglieder sind auf 3 Jahre gewählt w.w.

Als einzige dürfen sich die Landespräsidenten im Hinderungsfalle von einem anderen Mitglied vertreten lassen.

Jede Zusammenkunft des Zentralrates ist von einem Sitzungssprecher zu leiten, gewählt in der relativen Mehrheit aus den Reihen seiner Mitglieder, mit Ausnahme des Exekutivorgans. Im Falle einer Wahlgleichheit, ist der Jüngste im Alter gewählt.

Artikel 11

Der Zentralrat hat die Aufgabe :

- a) Den Präsidenten der Liga, sowie die anderen 4 Mitglieder des Exekutivorgans zu ernennen.
- b) Die unter Artikel 4, 7, und 8 angeführten Vorschläge zu untersuchen und der Generalversammlung zu unterbreiten.
- c) Ein« Geschäftsordnung zu erstellen.
- d) Alle Entscheidungen zu treffen, die durch die vorliegenden Statuten nicht ausdrücklich der Generalversammlung unterstehen.

5. Das Exekutiv-Organ

Artikel 12

Das Exekutiv-Organ ist vom Zentralrat mit insgesamt 5 Mitgliedern bei absoluter Mehrheit gewählt :

- Der Präsident für ein Jahr, mit zweimaliger Wiederwahlmöglichkeit;
- zwei Vize-Präsidenten auf Je 2 Jahrs gewählt, mit einmaliger Wiederwahlmöglichkeit;
- einem Sekretär und einem Schatzmeister, auf die Zeit gewählt, die der Zentralrat bestimmt.

Der Präsident nach drei Jahren und die beiden Vize-Präsidenten nach vier Jahren, können nur nach Aussetzen von mindestens einem Jahr wiedergewählt werden, mit Ausnahme eines Beschlusses des Zentralrates mit einer Wahlmehrheit von dreiviertel der anwesenden Wahlberechtigten.

Der ausscheidende Präsident hat das Recht im Exekutiv-Organ in beratender Weise zu sein, während der Amtszeit seines Nachfolgers.

Die Aufgabe der Exekutiv-Organen ist die Koordination und die Ausführung der Entscheidungen der Generalversammlung und die des Zentralrates.

Jedes Mitglied des Exekutiv-Organen kann vom Präsidenten mit Spezialverantwortungen betraut werden.

Das Exekutiv-Organ bezeichnet fünf Sonderbeauftragte, deren Tätigkeit in der Geschäftsordnung zu umschreiben ist.

Artikel 13

Dar Präsident oder bei seiner Abwesenheit der Vize-Präsident, ist der Repräsentant der Liga gegenüber Aussenstehenden und leitet die Tagungen des Exekutiv-Organs und der Generalversammlung.

Der Generalsekretär ist mit der Leitung und Aufsicht der Verwaltungstechnischen Aufgaben, mit der Abfassung der Protokolle und dem Briefverkehr beauftragt.

Sollte ein permanentes Sekretariat geschaffen werden, so hat der Generalsekretär die Tätigkeit des Verwaltungssekretärs, dessen Befugnisse er festlegen muß, zu beaufsichtigen und die Verbindung zwischen ihm und dem Direktorium herzustellen.

Der Generalschatzmeister hat die Verwaltung der Finanzen der Liga zu betreuen. Er hat die Beiträge einzuziehen.

Sollte ein permanentes Sekretariat geschaffen werden, so hat er die Kontrolle und die Verantwortung über die finanziellen Befugnisse desselben.

Artikel 14

Als offizieller Sitz der Liga ist die Schweiz zu betrachten, es sei denn, der Zentralrat bestimmt speziell einen anderen Ort.

Als Verwaltungsort ist der das Generalsekretariats zu betrachten.

6. Verschiedenes

Artikel 15

Generalversammlung und Zentralrat können nur dann über die auf der Tagungsordnung stehenden Fragen entscheidende Beschlüsse fassen, wenn diese auf der Einladung dazu vermerkt worden sind und zwar für die Generalversammlung an die Verwaltungsgruppen, für den Zentralrat an die einzelnen Mitglieder.

Artikel 16

Die Auflösung der Liga kann nur auf Vorschlag des Zentralrates von einer Generalversammlung vorgenommen werden, wenn sich vier Fünftel der anwesenden Mitglieder dafür entschieden haben und mindestens vier Monate vorher das motivierte Auflösungsprojekt allen Verwaltungsgruppen mitgeteilt worden ist.

Die Art und Weise, wie das Reinvermögen verteilt wird, bestimmt die einfache Mehrheit der Generalversammlung.

Artikel 17

Die Liga bedient sich ausser Esperanto aller lebenden Sprachen, die von der Mehrheit der Mitglieder gesprochen werden.

Artikel 18

Die Verantwortung der Liga, einem dritten gegenüber, kann nur in Anspruch genommen werden in Dingen, die sie selbst betreffen.

Die Verwaltungsgruppen können auf keinen Fall die Verantwortung der Liga einsetzen, mit Ausnahme einer Abstimmung der Generalversammlung, auf Vorschlag des Zentralrates.

Die Verwaltungsgruppen müssen sich mit ihren Statuten diesen Vereinbarungen im Rahmen ihrer herrschenden Gesetze soweit als möglich anpassen.

*

*

*



STATUTO DELLA LUF INTERNAZIONALE 1983

- Preambolo :**
- a) La sede principale dell'UFL è situata in Svizzera
 - c) La sede amministrativa si trova nel paese del secretariato principale.

I. OGGETTO

Articolo 1

“ L'Universala Framasona Ligo “ è una associazione composta da FranchiMassoni attivi agenti a titolo individuale. Essa ha per scopo il miglioramento e lo sviluppo delle relazioni fraterne e amichevoli fra i a favore della fraternizzazione des uomini e dei popoli.

I suoi mezzi d'azione sono soprattutto i seguenti :

- a) Incoraggiamento metodico di tutti gli sforzi che mirano alla concordia degli uotuiii e alla fraternizzazione universale.
- b) Assistenza ai Franchi-Massoni in pericolo o in.
- c) Scambi verbali e epistolari.
- d) Pubblicazione di organi comuni di informazione e di documentazione.
- e) Organizzazione di riunioni e di manifestazioni.
- f) Organizzazione di conferenze nei diversi paesi e scambio di conferenzieri.

Articolo 2

La lega lascia ai suoi membri una libertà completa in tutte le cose che'non hanno rapporto con i suoi obiettivi fondamentali e si astiene ingerenza negli affari delle Obbedienze massoniche. Essa adotneutralità nel campo politico e religioso.

II. MEMBRI

Articolo 3

L'Ammissione di un membro non può essere proposta che dietro giustificazione della sua qualità massonica. Le domande di adesione devono essere indirizzate all'Ufficio del Gruppo amministrativo competente, e, se questi non esiste, al Presidente della Lega.

L'ammissione di un membro appartenente ad un raggruppamento massonico in seno al quale la Lega non ha ancora selezionato, non può aver luogo che su avviso preliminare del Consiglio Centrale.

Articolo 4

La Lega comprende dei membri attivi e dei membri d'onore; questi ultimi sono nominati dall'Assemblea Generale su proposta del Consiglio Centrale.

Essi possono essere dispensati dalla quotizzazione ma conservano gli identici diritti dei membri attivi.

Articolo 5

I membri le cui azioni saranno incompatibili con l'oggetto e lo spirito della Lega potranno, su avviso preliminare, essere esclusi dalla Lega su decisione del Consiglio Centrale presa dopo consultazione del gruppo amministrativo interessato. Il membro escluso non ha alcun diritto sul l'avere sociale.

Ogni membro dimissionario dovrà far conoscere la sua decisione per iscritto all'Ufficio del Suo gruppo amministrativo o, se questo non esiste, al Comitato esecutivo, esso deve pagare la quota dell'anno in corso e non ha alcun diritto sull'avere sociale. Il membro che non paga la sua quota può essere d'ufficio dichiarato dimissionario.

Articolo 6

I membri della Lega sono raggruppati geograficamente in gruppi amministrativi.

I gruppi amministrativi devono assicurare la trasmissione e la coordinazione dei lavori amministrativi che li concernono, non perdendo per ciò la Lega la sua natura fondamentale di associazione di Massoni a titolo individuale.

Se il numero dei membri in una circoscrizione geografica o in un paese è giudicata sufficiente, la formazione di un gruppo amministrativo locale può essere decisa dal Consiglio Centrale.

L'organizzazione, i diritti e i doveri dei gruppi amministrativi sono contenuti nei regolamenti particolari, preventivamente approvati dal Consiglio Centrale.

III. ASSEMBLEA GENERALE

Articolo 7

L'Assemblea Generale è composta da tutti i membri della Lega.

L'Assemblea Generale si riunisce almeno una volta all'anno, e nei limiti del possibile in occasione di un Congresso Internazionale.

Essa ha le attribuzioni seguenti :

- a) Lettura e approvazione eventuale del rapporto annuale del Comitato Esecutivo.
- b) Fissazione del luogo di riunione del Congresso dell'anno seguente.
- c) Decisioni sulle proposte sottoposte dal Consiglio Centrale, i Gruppi Amministrativi e i membri individuali. Le proposte di questi due ultimi devono essere presentate al Comitato Esecutivo almeno 90 giorni prima della data fissata per l'Assemblea Generale.
- d) Modifica dello Statuto su proposta del Consiglio Centrale.
- e) Elezione dei membri del Consiglio centrale previsti dall'art. 10, su proposta del Consiglio uscente.
- f) Determinazione della capitalizzazione annuale a carico dei Gruppi Amministrativi e dei membri individuali domiciliati in paesi dove non esiste un Gruppo Amministrativo.
- g) Nomina di due verificatori di conti e di due supplenti.
- h) Elezione eventuale di membri d'onore o di Presidenti d'onore.
- i) Lettura dei rapporti e delle conclusioni delle commissioni di lavoro.
- j) Informazioni sulla formazione dei nuovi Gruppi Amministrativi.

Ogni proposta o candidatura ad uno qualsiasi dei posti indicati ai paragrafi 5 e 8 deve essere presentata dal Consiglio Centrale che ne avrà deliberato precedentemente.

Articolo 8

L'Assemblea Generale può, su proposta del Consiglio Centrale, nominare e fissare le attribuzioni di delegati incaricati di rappresentare la Lega in una regione o paese o un gruppo di paesi.

Inoltre, l'Assemblea Generale favorisce lo sviluppo delle relazioni fraterne fra i Massoni di tutti i paesi, in base all'articolo 1 incoraggiandone la creazione di raggruppamenti professionali o culturali. Questi raggruppamenti non possono prevalersi della Lega culturale. Questi raggruppamenti vanente dal Consiglio Centrale,

Articolo 9

I voti dell'Assemblea Generale sui punti menzionati nell'art. 7 hanno luogo a scrutinio pubblico e alla maggioranza assoluta dei membri presenti.

Tuttavia se un terzo dei membri ne esprime il desiderio, il voto può essere fatto a scrutinio segreto.

Ogni modifica degli statuti deve essere decisa dalla maggioranza dei due terzi dei membri presenti e deve essere preceduta dalla comunicazione delle proposte di modifica a tutti i Gruppi Amministrativi, almeno quattro mesi prima del voto.

IV. CONSIGLIO CENTRALE

Articolo 10

Il Consiglio Centrale è composto dal Comitato Esecutivo, dal Presiderite, dal Presidente uscente, dai Presidente dei Gruppi Amministrativi, dai Delegati aventi ricevuto delle attribuzioni perranenti in un paese o in un gruppo di paesi, e dai 9 membri eletti dalla Assemblée Generale su proposta del Consiglio Centrale.

I membri o i gruppi che desiderano presentare una candidatura devono indirizzarla per iscritto al Presidente almeno 60 giorni prima della data della Assemblée.

Solo il Presidente di un Gruppo Amministrativo può farsi rappresentare in caso di impedimento.

Ogni riunione del Consiglio Centrale è Presieduta da uno dei suoi membri scelto dalla maggioranza relativa ad esclusione del Comitato esecutivo .i In caso di parità di voci, il più giovane di età è eletto.

Articolo 11

Il Consiglio Centrale ha le attribuzioni seguenti :

- a) Nominare il Presidente della Lega così come gli altri 4 membri del Comitato esecutivo.
- b) Studiare e sottomettere alla Assemblée Generale le proposte contemplate dagli articoli 4, 7 e 8.
- c) Stabilire un regolamento di ordine interno.
- d) Prendere tutte le decisioni che non sono espressamente riservate alla Assemblée Generale con il presente Statuto.

I. COMITATO ESECUTIVO

Articolo 12

Il Gomitato esecutivo è composto da 5 membri eletti dal Consiglio Centrale :

- il Presidente per un anno rinnovabile 2 volte;
- 2 VicePresidenti eletti per 2 anni rinnovabili 1 volta,
- un segretario e un tesoriere eletti per la durata che fissa il Consiglio.

Il Presidente dopo 3 anni e i Vice-Presidenti dopo 4 anni non possono essere rieletti che dopo una interruzione di almeno un anno.

E' inoltre membro di diritto del Comitato , ma a titolo consultativo, Presidente uscente per la durata del mandato del suo successore.

Il Comitato esecutivo è l'organo di coordinazione e di esecuzione delle decisioni della Assemblea Generale e del Consiglio Centrale.

Esso può essere attribuito ad ogni membro del Comitato di responsabilità particolari, per decisione del Presidente.

Articolo 13

Il Presidente e in mancanza il Vice-Presidente designato dal Comitato Esecutivo rappresenta la Lega verso i terzi e presiede le riunioni del Comitato Esecutivo e della Assemblea generale.

Il Segretario generale è incaricato della direzione e della sorveglianza dei lavori amministrativi nonché del tracciato dei processi verbali e della corrispondenza.

Nel caso in cui il Consiglio Centrale istituisce un segretariato amministrativo, di cui esso fisserà le attribuzioni, il Segretario Generale dovrà controllare le sue attività ed assicurare il collegamento con il Comitato esecutivo.

Il Tesoriere Generale assicura la gestione finanziaria della Lega nonché il ricoprimento delle capitalizzazioni e, se un segretariato amministrativo è istituito con delle attribuzioni finanziarie, esso ne assume il controllo e la responsabilità.

L'Assemblea Generale deve essere informata dei loro rapporti come dei rapporti dei verificatori dei conti.

Articolo 14

La Sede ufficiale della Lega è stabilita nel luogo di domicilio del Presidente in carica, a meno che il Consiglio Centrale non decida espressamente di fissarla in altro luogo.

Articolo 15

L'Assemblea Generale e il Consiglio Centrale non possono prendere delle risoluzioni definitive che sui punti scritti nell'ordine del giorno delle convocazioni indirizzate ai Gruppi Amministrativi per ciò che riguarda l'Assemblea Generale e ai membri individualmente per ciò che riguarda il Consiglio Centrale.

Articolo 16

La dissoluzione della lega non può aver luogo che su proposta del consiglio centrale per decisione presa dall' Asserblea Generale con la maggioranza dei 4/5 dei mentori presenti dopo comunicazione a tutti i gruppi amministrativi, almeno quattro mesi prima del voto del progetto motivato di dissoluzione.

Articolo 17

La Lega si serve delle principali lingue utilizzate dalla maggior parte dei membri, più l'esperanto.

Articolo 18

Lo scioglimento della Lega non può aver luogo che su proposta del Consiglio Citrale, per decisione presa dalla Assemblea Generale con la maggioranza dei quattro quinti dei membri presenti dopo comunicazione a getto di scioglimento.

Il modo di utilizzo dell'attivo è fissato dalla maggioranza semplice dalla Assemblea Generale.

*

*

*